



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CENTRE-VAL DE LOIRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R24-2020-148

PUBLIÉ LE 17 JUIN 2020

Sommaire

DRAC Centre-Val de Loire -CRMH

R24-2020-06-10-003 - Arrêté d'inscription au titre des monuments historiques d'un objet mobilier conservé dans l'église Saint-Sulpice de Fessainvilliers à

Fessainvilliers-Mattanvilliers (Eure-et-Loir) (2 pages)

Page 3

R24-2020-06-10-002 - Arrêté d'inscription au titre des objets mobiliers conservés dans l'église Notre-Dame de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) (2 pages)

Page 6

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

R24-2020-06-16-001 - arrêté d'approbation de la convention constitutive modificative du GIP RECIA (39 pages)

Page 9

DRAC Centre-Val de Loire -CRMH

R24-2020-06-10-003

Arrêté d'inscription au titre des monuments historiques
d'un objet mobilier conservé dans l'église Saint-Sulpice de
Fessainvilliers à Fessainvilliers-Mattanvilliers
(Eure-et-Loir)

**DIRECTION RÉGIONALE DES
AFFAIRES CULTURELLES**

**Arrêté
portant inscription au titre des monuments historiques d'un objet mobilier
conservé dans l'église Saint-Sulpice de Fessainvilliers
à FESSAINVILLIERS-MATTANVILLIERS (Eure-et-Loir)**

Préfet de la région Centre-Val de Loire
Préfet du département du Loiret
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le livre VI, titres I et II du code du patrimoine,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture en date du 8 octobre 2019,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

Considérant que la conservation de l'objet désigné ci-après présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation,

Arrête :

Article 1^{er} : Est inscrit au titre des monuments historiques l'objet mobilier suivant :

- Cloche : la cloche et l'ensemble de ses accessoires, bronze, 1556, diamètre : 64,3 cm, hauteur au cerveau : 55 cm et portant l'inscription suivante :

« JE FUS FAICTE MIL DCCL ET NOME E MARIE PAR NOBLE HOME JEHAN DE COCHES Sr DE MATHOVILLIER ET DAMOISELLE BERTRANE DESCROSNES E. G. DE COCHES ET DAMOISELLE MAGDENE DE FAREL FEMME DE NOBLE HOME GEORGES DES GUES CH DE LA BARRE »

conservée dans l'église Saint-Sulpice de FESSAINVILLIERS (Eure-et-Loir) et appartenant à la commune de Fessainvilliers-Mattanvilliers (Eure-et-Loir).

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et au clergé affectataire.

Article 3 : Le préfet de la région Centre Val de Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 10 juin 2020
Le Préfet de la région Centre-Val de Loire
Signé : Pierre POUESSEL

Arrêté n° 20.050 enregistré le 15 juin 2020

La date de réception par le propriétaire de cette notification ouvre les effets de la protection. La mesure d'inscription au titre des monuments historiques est rendue opposable au propriétaire par la notification de l'arrêté. Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de l'arrêté par la DRAC (conservation régionale des monuments historiques), les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret – Service de la coordination interministérielle, Mission affaires générales, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS cedex 1.

DRAC Centre-Val de Loire -CRMH

R24-2020-06-10-002

Arrêté d'inscription au titre des objets mobiliers conservés
dans l'église Notre-Dame de Nogent-le-Rotrou
(Eure-et-Loir)

**DIRECTION RÉGIONALE DES
AFFAIRES CULTURELLES**

**Arrêté
portant inscription au titre des monuments historiques d'objets mobiliers
conservés dans l'église Notre-Dame de
NOGENT-LE-ROTROU (Eure-et-Loir)**

Préfet de la région Centre-Val de Loire
Préfet du département du Loiret
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le livre VI, titres I et II du code du patrimoine,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture en date du 8 octobre 2019,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

Considérant que la conservation de l'objet désigné ci-après présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation,

Arrête :

Article 1^{er} : Sont inscrits au titre des monuments historiques les objets mobiliers suivants :

- statue : *Vierge à l'Enfant*, pierre avec traces de polychromie, fin du XV^e siècle, hauteur : 81 cm, largeur : 32 cm ;
- reliquaire : reliquaire du chef de saint Jean-Baptiste, bois sculpté et doré, XVII^e siècle, hauteur : 80 cm, largeur : 81 cm, épaisseur : 33 cm ;
- reliquaire : buste reliquaire de *saint Adrien*, bois sculpté et anciennement peint, XVII^e ou XVIII^e siècle, hauteur : 44 cm, largeur : 38 cm, épaisseur : 18 cm ;
- reliquaire : buste de *saint Janvier*, bois sculpté et anciennement peint, XVII^e ou XVIII^e siècle, hauteur : 44 cm, largeur : 38 cm, épaisseur : 18 cm ;

conservés dans l'église Notre-Dame de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) et appartenant à la commune de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et au clergé affectataire.

Article 3 : Le préfet de la région Centre Val de Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 10 juin 2020
Le Préfet de la région Centre-Val de Loire
Signé : Pierre POUESSEL

Arrêté n° 20.049 enregistré le 15 juin 2020

La date de réception par le propriétaire de cette notification ouvre les effets de la protection. La mesure d'inscription au titre des monuments historiques est rendue opposable au propriétaire par la notification de l'arrêté. Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de l'arrêté par la DRAC (conservation régionale des monuments historiques), les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret – Service de la coordination interministérielle, Mission affaires générales, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS cedex 1.

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

R24-2020-06-16-001

arrêté d'approbation de la convention constitutive
modificative du GIP RECIA

**PREFECTURE DE LA REGION
CENTRE-VAL DE LOIRE**
SECRETARIAT GENERAL
POUR LES AFFAIRES REGIONALES

ARRETE

d'approbation de la convention constitutive modificative du Groupement d'intérêt public
RECIA (Région Centre Interactive)

LE PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 236 de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifié ;

Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (articles 98 à 122) ;

Vu le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux GIP ;

Vu l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux GIP ;

Vu le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des GIP ;

Vu la compétence géographique régionale du GIP RECIA ;

Vu les délibérations de l'assemblée générale du GIP RECIA en date du 2 décembre 2019 ;

Vu la convention constitutive modificative annexée ;

Vu la convention constitutive initiale du 25 juillet 2003 ;

Vu la convention constitutive modificative du 13 mai 2019 ;

Vu l'avis conforme du directeur régional des finances publiques de la région Centre-Val de Loire du 12 juin 2020 ;

Sur proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales ;

ARRETE

Article 1er : La convention constitutive modificative, annexée au présent arrêté, est approuvée.

Article 2 :La secrétaire générale pour les affaires régionales, le directeur départemental des finances publiques du Loiret, le président du Groupement d'intérêt public RECIA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Centre-Val de Loire, affiché durant un mois à la préfecture de la région Centre-Val de Loire, et mis à disposition du public sur le site internet du groupement.

Fait à Orléans, le 16 juin 2020
Le Préfet de la région Centre-Val de Loire,
Signé : Pierre POUESSEL

Arrêté n°20.051 enregistré le 16 juin 2020

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.



CONVENTION CONSTITUTIVE

DU

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC

RECIA

(REGION CENTRE INTERACTIVE)

Sommaire

| | | |
|-----------------|--|-----------|
| TITRE 1. | IDENTITE DU GROUPEMENT | 5 |
| Article 1. | Dénomination..... | 5 |
| Article 2. | Objet du groupement..... | 5 |
| Article 3. | Siège | 6 |
| Article 4. | Compétence géographique..... | 6 |
| Article 5. | Modification de la convention – Durée..... | 6 |
| Article 6. | Répartition des membres du GIP en collèges, adhésion, exclusion, retrait | 7 |
| TITRE 2. | DROITS, OBLIGATIONS, MOYENS DU GROUPEMENT..... | 9 |
| Article 7. | Capital du groupement..... | 9 |
| Article 8. | Droits et obligations des membres..... | 9 |
| Article 9. | Contributions des membres, moyens du groupement..... | 10 |
| Article 10. | Personnel du groupement | 10 |
| Article 11. | Biens et équipements..... | 12 |
| Article 12. | Budget..... | 12 |
| Article 13. | Résultats financiers..... | 13 |
| Article 14. | Tenue des comptes..... | 13 |
| Article 15. | Contrôle juridictionnel..... | 13 |
| TITRE 3. | ORGANISATION ET ADMINISTRATION | 14 |
| Article 16. | Organes..... | 14 |
| Article 17. | Assemblée générale..... | 14 |
| Article 18. | Conseil d'administration..... | 15 |

| | |
|---|-----------|
| Article 19. Président du groupement..... | 18 |
| Article 20. Directeur du groupement | 19 |
| Article 21. Règlements intérieur et financier | 19 |
| Article 22. Commission d'appel d'offres | 20 |
| Article 23. Régie d'avances et de recettes | 20 |
| TITRE 4. PROPRIETE INTELLECTUELLE..... | 20 |
| Article 24. Confidentialité..... | 20 |
| Article 25. Résultats, propriété, exploitation..... | 20 |
| Article 26. Dissolution..... | 21 |
| Article 27. Liquidation..... | 21 |
| Article 28. Dévolution des biens..... | 21 |
| Article 29. Condition suspensive..... | 22 |

**CONVENTION CONSTITUTIVE DU
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC RECIA
(Région Centre Interactive)**

**Il est constitué entre les membres du groupement dont la liste figure en annexe 1 à la
présente convention**

Un groupement d'intérêt public (GIP) régi notamment par :

- L'article 236 de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit en ses articles 98 à 122 ;
- le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;
- le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;
- l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;
- la présente convention constitutive.

Considérant :

- la convention constitutive initiale, en date du 25 juillet 2003, créant le GIP RECIA ;
- la convention constitutive modificative du 13 juin 2007 et son avenant du 6 août 2009 ;
- la convention constitutive modificative du 10 mai 2012 et son avenant du 8 mars 2013 ;
- la convention constitutive modificative du 26 juin 2015 ;
- la convention constitutive modificative du 4 février 2016.
- la convention constitutive modificative du 9 septembre 2016
- la convention constitutive modificative du 6 juin 2017
- la convention constitutive modificative du 9 février 2018
- la convention constitutive modificative du 13 mai 2019

Il est convenu ce qui suit

TITRE 1. IDENTITE DU GROUPEMENT

Article 1. Dénomination

La dénomination du GIP est : Groupement d'Intérêt Public Région Centre Interactive dont le sigle est : **GIP RECIA** (intitulé ci-après « le GIP » ou « le groupement »).

Article 2. Objet du groupement

Les membres du GIP RECIA fixent trois objectifs au groupement :

- être **un centre de ressources et de compétences régional** autour du numérique et être l'observatoire régional des technologies de l'information et de la communication (*I*) ;
- contribuer à **l'animation de la communauté régionale TIC** (technologies de l'information et de la communication) (*II*) ;
- être **le support d'expérimentations, de mutualisations et de prestations de services** (*III*).

I) Un centre de ressources et de compétences à l'échelle de la région

Le GIP RECIA est le pôle régional de ressources et de compétences mutualisées contribuant à l'aménagement numérique du territoire ainsi qu'au développement des usages des TIC. Il assure une activité de veille technologique, juridique et financière permettant de fournir des prestations d'assistance, de conseil, d'expertise auprès de ses membres. Il mène des études de pertinence, de faisabilité et contribue à l'évaluation des politiques publiques dans le domaine du numérique.

Il constitue un observatoire dans les domaines de l'aménagement numérique du territoire (infrastructures et usages) permettant de veiller à la mise en œuvre de politiques nouvelles liées aux TIC, pour ensuite les évaluer et les adapter aux évolutions du contexte. Complétés par la mise à jour d'un fond bibliographique et la réalisation d'études spécifiques, les outils proposés doivent permettre de renforcer et de partager, autour du GIP, les connaissances et les enjeux du numérique en région Centre – Val de Loire. Ils confèrent au GIP RECIA la capacité pour accompagner ses membres dans la réflexion stratégique et prospective au niveau régional sur le numérique. Il contribue aussi aux partenariats et aux coordinations avec d'autres régions françaises ou européennes.

II) Animation de la communauté régionale TIC

Les nouveaux usages du numérique ont un impact sur de nombreuses activités. Il y a un fort intérêt à organiser les liens, les mutualisations, les échanges d'expériences entre tous les acteurs particulièrement concernés par la transition numérique. C'est pourquoi, le GIP RECIA anime la communauté régionale TIC

publique et privée. Il facilite la complémentarité et la coordination des initiatives et projets TIC des collectivités territoriales. Il est l'interlocuteur privilégié des acteurs publics et privés dans le domaine de l'aménagement numérique du territoire.

Afin de disposer d'une vision d'ensemble sur les projets les plus innovants et les plus structurants, le GIP contribue à la définition des schémas de cohérence à l'échelle de la région, des schémas directeurs d'aménagement numérique, des schémas d'ingénierie et des stratégies d'usages numériques permettant ainsi d'assurer la cohérence, la complémentarité, la pertinence des choix d'investissement effectués par les acteurs publics et privés et leur adéquation aux besoins publics et privés actuels et futurs.

III) Le support d'expérimentations, de mutualisations et de prestations de services liées au numérique

Le GIP RECIA propose des solutions de mutualisation permettant à la fois de répondre de façon globale à des enjeux identifiés et de générer des économies d'échelles. Il peut également coordonner des groupements de commandes pour le développement, l'acquisition de logiciels et d'équipement ou la fourniture de services. Il s'attache à mettre en œuvre des projets dans les principaux secteurs de l'action publique (enseignement, recherche, formation, santé, services publics, ...) contribuant à l'aménagement numérique, équitable et homogène du territoire. Ses compétences et ressources techniques lui confèrent également la possibilité de mettre en œuvre et de développer des services et des applicatifs TIC pour le compte de ses membres. Les résultats de ces expérimentations peuvent être déclinés à travers des transferts technologiques, sans but lucratif, vers le secteur public ou privé.

Article 3. Siège

Le siège du groupement est fixé à l'adresse suivante : 151 rue de la Juine - 45160 Olivet. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Article 4. Compétence géographique

La compétence territoriale du groupement correspond au territoire de la région Centre-Val de Loire.

Article 5. Modification de la convention – Durée

Article 5 – 1 : Durée

Le groupement est constitué pour une durée indéterminée à compter de la date de publication de la décision d'approbation de la présente convention constitutive, par les autorités administratives compétentes.

Article 5 – 2 : Modifications

Les modifications de la présente convention constitutive qui pourront être faites par voie d'avenant sont soumises, sur proposition du conseil d'administration, à la décision de l'assemblée générale et prennent effet à la date de publication de la décision de leur approbation par l'autorité administrative compétente.

Compte tenu du nombre d'adhérents, la signature de la convention constitutive du GIP Recia s'effectue :

- pour les membres signataires antérieurement à la date du dernier arrêté portant approbation de la convention constitutive, par la signature d'un formulaire valant signature de la convention constitutive (annexe 2),
- pour les membres signataires postérieurement à la date du dernier arrêté portant approbation de la convention constitutive, par la signature d'un formulaire valant adhésion et signature de la convention constitutive (annexe 3).

L'obtention des autorisations et habilitations nécessaires à la signature de la convention constitutive est de la responsabilité de chacun des Membres.

En cas d'avenant, la signature de l'avenant s'effectue pour tous les membres par la signature d'un formulaire valant approbation et signature de l'avenant.

Article 6. Répartition des membres du GIP en collèges, adhésion, exclusion, retrait

1) Répartition des membres en trois collèges

L'identité des membres du GIP est indiquée en annexe 1 de la présente convention constitutive. L'ensemble des membres du groupement est réparti en trois collèges :

- **Collège État – Région, intitulé ci-après premier collège :**
 - L'État,
 - La Région Centre-Val de Loire ;

- **Collège des collectivités territoriales situées dans le ressort territorial de la région Centre-Val de Loire, intitulé ci-après deuxième collège ;**

- **Collège enseignement supérieur, recherche, innovation, santé, intitulé ci-après troisième collège ;**

2) *Adhésion*

Peut demander à être membre du groupement toute entité ou organisme doté de la personnalité morale, de droit public ou privé assurant ou contribuant à des missions d'intérêt public et désirant s'impliquer dans les activités du groupement à ce titre.

Une demande d'adhésion, formulée par écrit, est adressée au Directeur du GIP accompagnée d'une délibération ou d'une décision de l'organe décisionnaire compétent du demandeur :

- approuvant l'adhésion du demandeur au GIP Recia ;
- approuvant la convention constitutive ;
- autorisant la personne habilitée à signer la convention constitutive du GIP Recia ;
- approuvant les conditions de l'adhésion ;
- désignant le représentant titulaire et le représentant suppléant du demandeur à l'Assemblée Générale.

Le directeur du GIP informe le demandeur des suites données à sa demande d'adhésion.

En cas de réponse favorable, suite à l'agrément de la proposition d'adhésion par l'assemblée générale, la qualité de membre s'acquiert, après la transmission au Président du GIP d'un formulaire d'adhésion, figurant en annexe 3, signé par la personne morale concernée, valant adhésion et signature de la présente convention constitutive, et le règlement des contributions financières prévues par celle-ci.

La procédure ci-dessus s'applique aussi dans le cas d'absorption d'une société membre par une société tierce ou assimilée, et s'applique également aux opérations de fusion totale ou partielle impliquant des établissements ou personnes morales de droit public.

3) *Exclusion*

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable. Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait s'appliquent au membre exclu.

4) *Retrait*

En cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention trois mois avant la fin de l'exercice et que ce retrait et ses conditions financières aient reçu l'accord de l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Tout retrait d'un membre, après validation des modalités financières de ce retrait par le conseil d'administration, fait l'objet d'un avenant à la présente convention, approuvé par les autorités administratives compétentes dans les mêmes conditions que la présente convention et soumis aux mêmes conditions de publicité.

TITRE 2. DROITS, OBLIGATIONS, MOYENS DU GROUPEMENT

Article 7. Capital du groupement

Le groupement est constitué sans capital.

Article 8. Droits et obligations des membres

La répartition des droits de vote des membres entre les différents collèges, lors des votes en assemblée générale et en conseil d'administration, est la suivante :

- premier collège : 72%, dont 31% pour l'État et 41% pour la Région Centre - Val de Loire ;
- deuxième collège : 18 % dont 10% répartis à égalité des membres pour les conseil départementaux et 8% pour les autres collectivités territoriales ;
- troisième collège : 10% pour la totalité des membres.

Le nombre de voix attribué à chacun des collèges de l'Assemblée Générale n'étant pas fonction du nombre de membres, il ne peut, par conséquent, évoluer à la suite de nouvelles adhésions.

La répartition des droits statutaires des collèges peut faire l'objet d'une révision dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Dans leurs rapports entre eux, les membres sont tenus aux obligations du groupement dans les mêmes proportions que celles prévues ci-dessus pour leurs droits, sauf accord différent entre les membres. Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires ; ils sont responsables des dettes du groupement à proportion de leurs contributions aux charges du groupement.

Les membres s'obligent à mettre en œuvre les décisions prises en commun dans le cadre du groupement, à utiliser le groupement et ses ressources comme un cadre de coopération pour la mise en œuvre de projets partagés et définis en commun, à communiquer au GIP toute modification de leur représentation dans ses instances ou des informations les concernant, figurant à la présente convention constitutive.

Article 9. Contributions des membres, moyens du groupement

1) *Moyens du groupement*

Le groupement dispose de moyens pour lui permettre d'assurer ses dépenses d'équipement et de fonctionnement. Les ressources consistent en apports financiers, en nature ou en industrie provenant des membres du groupement, en aides des collectivités publiques ou de l'Union européenne, en facturation de fournitures d'équipements ou de prestations.

2) *Contributions des membres*

Les contributions des membres sont fournies :

- sous forme d'apports financiers ;
- sous forme de mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou de matériel ;
- sous forme de fourniture de prestations.

Les équipements, locaux, logiciels, les autres moyens matériels ainsi que les apports intellectuels mis à la disposition du groupement pour les besoins de celui-ci par un membre restent la propriété de ce membre.

Les différentes formes d'apports financiers sont les suivantes :

- les contributions statutaires ;
- le financement des prestations fournies par le groupement à ses membres ;
- les financements publics et privés liés aux projets ;
- les autres subventions ;
- les produits des biens propres ou mis à la disposition du GIP, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle.

Les contributions statutaires sont définies chaque année par le conseil d'administration.

3) *Ressources extérieures*

Le groupement peut obtenir une partie de son financement auprès d'organismes, d'institutions ou sociétés extérieurs ou par des ressources contractuelles provenant de contrats dans la mesure où ce financement n'impose pas au groupement des obligations incompatibles avec son objet défini à l'article 2. Le groupement peut par ailleurs recevoir des dons et legs de toute nature.

Article 10. Personnel du groupement

Les personnels du groupement sont soumis aux dispositions du régime de droit public.

Conformément à l'article 109 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et au décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public, le personnel exerçant pour le compte du groupement est constitué par :

- Des personnels mis à disposition par ses membres ;
- Le cas échéant, des agents relevant d'une personne morale de droit public mentionnée à l'article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, non membre du groupement, et qui sont placés dans une position conforme à leur statut ;
- Des personnels propres recrutés directement par le groupement, à titre complémentaire.

Article 10 – 1 : Personnels mis à disposition

Les personnels mis à disposition sont des agents titulaires ou non titulaires en CDI, relevant d'une personne morale de droit public, membre du GIP.

Il peut s'agir également de personnels de droit privé relevant d'une personne morale de droit privé, membre du GIP.

Les mises à disposition font l'objet d'une convention passée entre l'administration d'origine et le groupement, ou entre l'employeur (personne morale de droit privé) et le groupement.

Les personnels mis à disposition du groupement par les membres du GIP conservent leur statut d'origine.

Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs salaires, leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur gestion de carrière. Ces personnels sont placés toutefois sous l'autorité du directeur du groupement qui a demandé la mise à disposition à l'employeur concerné. Ils peuvent au titre de leurs fonctions dans le groupement bénéficier du remboursement de frais de déplacements, dans la limite des règles applicables aux fonctionnaires de la fonction publique d'État.

Ces personnels sont remis à la disposition de leur corps, institution ou organisme d'origine :

- à la fin de la durée prévue de mise à disposition ;
- par décision du conseil d'administration sur proposition du directeur ;
- à la demande du corps, institution ou organisme d'origine, avec un préavis de trois mois ;
- dans le cas où cet organisme ou institution se retire du groupement ;
- en cas de faillite, dissolution ou absorption de cet organisme ou institution ;
- à leur demande avec un préavis de trois mois.

Article 10 – 2 : Personnels détachés

Les personnels détachés sont des agents titulaires relevant d'une personne morale de droit public, membre ou non membre du GIP.

Un contrat est établi entre l'agent détaché et le groupement.

Des agents de l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics peuvent être détachés auprès du groupement, conformément à leur statuts et aux règles de la fonction publique. Ces personnels sont placés pendant la durée de leur détachement sous l'autorité du directeur du groupement et sont rémunérés par le groupement.

Article 10 - 3 : Personnels propres recrutés directement par le groupement

Pour remplir ses missions, le groupement peut recruter, à titre complémentaire, des personnels rémunérés sur son budget, par contrat de droit public dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 4 du décret n°2013-292 du 5 avril 2013.

Les conditions de recrutement et d'emploi, les modalités de rémunération de ces personnels sont fixées par le conseil d'administration, dans le respect des règles en vigueur.

Article 11. Biens et équipements

Le matériel acheté ou développé en commun appartient au groupement. En cas de dissolution du groupement, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 28. Les matériels mis à disposition du groupement par un membre restent la propriété de ce membre.

Article 12. Budget

Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice.

Chaque année, le programme d'activités et le projet de budget correspondant intégrant les contributions des membres sont présentés par le directeur du groupement et soumis à l'approbation du conseil d'administration avant le 31 décembre.

Le budget fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs du groupement en distinguant :

- Les charges de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement hors charges de personnels ;
- les dépenses d'investissement.

Une présentation fonctionnelle par programme est annexée au document soumis au conseil d'administration.

Si après deux examens successifs, le programme d'activités et le budget n'ont pas été adoptés, le conseil d'administration décide de la suite à donner à l'activité du groupement.

Toute modification du budget donne lieu à une délibération du conseil d'administration.

Article 13. Résultats financiers

Le groupement ne donne pas lieu au partage de bénéfices.

L'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges ne peut qu'être utilisé à des fins correspondant à l'objet du groupement ou être mis en réserve.

Article 14. Tenue des comptes

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public, conformément aux dispositions des décrets n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et n°2012-1247 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique.

La tenue de la comptabilité du groupement est assurée par un agent comptable nommé par arrêté du ministre chargé du Budget selon les règles régissant les établissements publics à caractère industriel et commercial.

L'agent comptable assiste de droit aux séances du conseil d'administration et de l'assemblée générale du groupement avec voix consultative.

Après arrêt des comptes annuels par le conseil d'administration, le président du groupement en collaboration avec le comptable public produit les comptes définitifs et les transmet aux autorités administratives compétentes.

Article 15. Contrôle juridictionnel

Le groupement d'intérêt public est soumis au contrôle de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

TITRE 3. ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 16. Organes

Les organes du groupement sont :

- l'assemblée générale ;
- le conseil d'administration ;
- le président du conseil d'administration ;
- le directeur du groupement.

Article 17. Assemblée générale

Tous les membres du groupement participent à l'assemblée générale et disposent d'un droit de vote tel que prévu à l'article 8.

L'assemblée générale est présidée par le président du groupement ou le représentant qu'il aura désigné.

Elle comprend un représentant titulaire de chaque membre du groupement.

Elle se réunit en session ordinaire au moins une fois par an, et en session extraordinaire sur convocation du président du groupement. Sa convocation est de droit, sur un ordre du jour déterminé, lorsqu'un quart au moins des membres, ou un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix en fait la demande.

L'assemblée générale est convoquée au moins trois semaines à l'avance. La convocation indique l'ordre du jour, le lieu de la réunion, sa date et comporte un dossier de séance contenant les documents associés.

Sont invités aux séances de l'assemblée générale et ont voix consultative : l'agent comptable du groupement, le directeur du groupement et le représentant du personnel.

L'assemblée générale est compétente pour prendre les décisions :

- a. de modification de la convention ;
- b. de dissolution anticipée du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- c. d'adhésion des nouveaux membres, de retrait des membres, d'exclusion des membres ;
- d. de transformation du groupement en une autre structure ;
- e. d'approbation du programme annuel d'activité ;
- f. de composition du conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 18 ;

- g. détermination des règles d'attribution de l'excédent d'actif entre les bénéficiaires, en cas de dissolution du groupement ;
- h. d'approbation des règlements intérieur et financier ;
- i. de nomination d'un liquidateur en cas de dissolution du groupement ;
- j. d'approbation des conditions dans lesquelles le groupement peut s'associer avec d'autres personnes ;
- k. d'approbation des conditions dans lesquelles le groupement peut prendre des participations.

Pour les attributions a), b), c) et d), les décisions sont prises à la majorité qualifiée des 2/3 des voix, hors membre exclu, lorsqu'il s'agit d'une exclusion ;

L'assemblée générale ne délibère valablement que lorsque la moitié de ses membres, représentant au moins la moitié des droits de vote, sont présents ou représentés.

Chaque membre peut donner mandat à un autre membre pour le représenter.

Au cas où le quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale est convoquée dans les trente jours et peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Afin de respecter les équilibres définis à l'article 8, lors des votes en assemblée générale, le décompte des suffrages exprimés se fait au sein de chaque collège. Les résultats se voient appliquer un ratio en fonction du pourcentage de voix détenu par chaque collège.

Article 18. Conseil d'administration

Composition

Le groupement est administré par un conseil d'administration composé des représentants de chacun des trois collèges choisis par l'assemblée générale. Les droits de vote des membres sont répartis entre les collèges tels que prévus à l'article 8 et les administrateurs sont répartis comme suit :

Premier collège : six administrateurs dont :

- État : deux représentants de l'État, le préfet de la région Centre – Val de Loire et le recteur de l'académie d'Orléans – Tours, chancelier des universités, disposant d'une voix indivise pondérée proportionnellement aux droits définis à l'article 8 de la présente convention ;

- Région : quatre représentants de la Région Centre – Val de Loire désignés par le président du Conseil régional parmi les conseillers régionaux, disposant d'une voix indivise pondérée proportionnellement aux droits définis à l'article 8 de la présente convention.

Deuxième collège : un administrateur par département membre du collège.

Quatre administrateurs représentant respectivement les communautés de communes, les agglomérations, les communes de plus de 1000 habitants, les communes de moins de 1000 habitants.

Chaque administrateur dispose d'une voix pondérée calculée par division des droits définis à l'article 8 de la présente convention par le nombre d'administrateurs.

Chaque administrateur titulaire du deuxième collège dispose d'un suppléant issu de la même structure.

Troisième collège : un administrateur pour chacune des universités, pour le GCS et pour l'INSA.

Deux administrateurs représentant les autres membres du troisième collège.

Chaque administrateur dispose d'une voix pondérée calculée par division des droits définis à l'article 8 de la présente convention par le nombre d'administrateurs.

Les modalités de choix des administrateurs des collèges 2 et 3 sont précisées dans le règlement intérieur.

Chaque administrateur est nommé pour trois ans.

La perte de la qualité en raison de laquelle un administrateur a été nommé entraîne la vacance du poste correspondant. Chaque membre doit renommer un représentant dans les deux mois qui suivent sa constatation. Les nouveaux administrateurs siègent au conseil d'administration jusqu'à la date à laquelle aurait cessé le mandat de ceux qu'ils remplacent.

En cas de décès, de démission, d'empêchement devenus définitif et de fin de mandat, il sera procédé au remplacement dans les mêmes conditions de l'administrateur concerné.

Le mandat d'administrateur est exercé à titre gratuit. Toutefois, le conseil d'administration peut allouer des indemnités de déplacement et de séjour pour des missions qu'il confie aux administrateurs dans le cadre du budget voté.

Sur proposition du président, de l'un des membres ou du directeur, des personnes extérieures qualifiées peuvent assister aux séances du conseil d'administration, avec voix consultative.

Le directeur du groupement assiste aux séances du conseil d'administration, avec voix consultative. Toutefois le conseil délibère à huis clos lorsqu'il s'agit de questions le concernant à titre individuel.

Fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président du groupement.

Il se réunit, de droit, à la demande de la moitié au moins de ses membres sur un ordre du jour déterminé.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par les procès verbaux signés du président.

Ces procès verbaux sont inscrits sur un registre conservé au siège du groupement. Les décisions du conseil d'administration consignées dans un procès verbal obligent tous les membres.

Le conseil délibère valablement si la moitié de ses membres représentant au moins deux tiers des droits du groupement sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter.

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an :

- avant le 28 février pour arrêter les comptes ;
- avant le 31 décembre pour arrêter le projet de budget,

et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige sur la convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres. Aux convocations, doivent être joints l'ordre du jour et tous les documents nécessaires, notamment les rapports du directeur.

Compétences

Sont de la compétence du conseil d'administration :

- a. toute proposition de modification de la convention constitutive ;
- b. toute proposition de dissolution anticipée du groupement ;
- c. toute proposition pour l'admission de nouveaux membres ;
- d. toute proposition pour l'exclusion d'un membre ;
- e. toute proposition pour les modalités financières et autres liées à l'admission et au retrait d'un membre du groupement ;
- f. les conditions dans lesquelles le groupement peut s'associer avec d'autres personnes ;
- g. la proposition du programme annuel d'activité ;
- h. l'approbation du budget annuel, lequel exprime l'autorisation d'emplois accordé au groupement et des budgets rectificatifs ;

- i. la fixation des contributions, tarifs et participations respectives des membres ;
- j. les conditions dans lesquelles le groupement peut prendre des participations ;
- k. l'arrêt des comptes de chaque exercice ;
- l. la proposition du règlement intérieur et du règlement financier ;
- m. l'élection du président ;
- n. la nomination, la révocation et les pouvoirs du directeur du groupement ;
- o. le transfert éventuel du siège social du groupement ;
- p. l'élaboration des règles de gestion, d'indemnisation et de sujétions des personnels dans le respect des règles en vigueur ;
- q. l'acquisition ou la cession de tout titre de propriété intellectuelle ;
- r. l'autorisation donnée au directeur à ester en justice ;
- s. l'approbation du dispositif des avantages sociaux et des prestations sociales au bénéfice du personnel ;
- t. les conditions dans lesquelles le groupement peut avoir recours à la transaction.

Pour les attributions a), b), c), d) et e) les décisions sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des voix, hors membre exclu, lorsqu'il s'agit d'une exclusion ;

Plus généralement, le conseil d'administration est compétent pour toutes les questions concernant le fonctionnement du groupement excédant le cadre des affaires courantes.

Comités ad hoc

Le conseil d'administration peut créer, en délimitant leur compétence, leur composition et leur fonctionnement, des comités chargés de l'assister dans l'exercice de ses fonctions.

Article 19. Président du groupement

Le président du groupement est élu pour une durée renouvelable de trois ans par le conseil d'administration. Il est choisi parmi les membres du conseil d'administration.

Le président du groupement préside le conseil d'administration et l'assemblée générale. A ce titre, il :

- convoque le conseil d'administration aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige, notamment avant le 28 février (avant le 31 mars pour les comptes 2013 et 2014) pour arrêter les comptes de l'année antérieure qui seront soumis au conseil d'administration, et avant la fin de l'année en cours pour arrêter le projet de budget et le programme d'activité de l'année suivante ;

- s'assure de l'établissement du procès-verbal des réunions du conseil d'administration ;
- propose au conseil d'administration de délibérer sur la nomination et la révocation du directeur du groupement ;
- arrête l'ordre du jour du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Article 20. Directeur du groupement

Sur proposition de son président, le conseil d'administration nomme, un directeur n'ayant pas la qualité d'administrateur.

Le directeur assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Il prépare les travaux de l'assemblée générale et du conseil d'administration et en exécute les décisions. Il a autorité sur tout le personnel exerçant au sein du groupement.

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration, et selon les objectifs fixés par celui-ci. Il peut être assisté dans ses fonctions par des collaborateurs de son choix. Il peut déléguer sa signature sous sa propre responsabilité.

Le directeur est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur du groupement engage le groupement par tout acte entrant dans son objet.

Le directeur peut faire tout acte conservatoire et interruptif de déchéance. Il peut également, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, engager toute action en justice.

Le Directeur est le représentant du Pouvoir Adjudicateur du Groupement. Il met en œuvre les règles d'achat de fournitures, de services et de travaux du groupement en conformité avec l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de tout texte qui viendrait s'y substituer.

Article 21. Règlements intérieur et financier

Le conseil d'administration propose un règlement intérieur et un règlement financier qui sont soumis pour approbation à l'assemblée générale.

Article 22 – 1 : Le règlement intérieur

Le règlement intérieur, relatif au fonctionnement du groupement, constitue un élément complémentaire de la convention constitutive. De plus, il apporte des précisions nées des circonstances et de l'amélioration des procédures de fonctionnement du GIP.

Article 22 – 2 : Le règlement financier

Le règlement financier précise les conditions d'adoption du budget initial et des budgets rectificatifs, d'exercice des fonctions de chacune des instances, de gestion des commandes publiques, les aspects fiscaux ou encore toutes autres questions financières nécessaires au fonctionnement du GIP.

Article 22. Commission d'appel d'offres

Il est institué une commission d'appel d'offres, placée auprès du conseil d'administration. La composition et le fonctionnement de la commission d'appel d'offres sont définis dans le règlement financier.

Article 23. Régie d'avances et de recettes

Il peut être créé, sur décision du directeur du GIP, une régie d'avances et de recettes pour les besoins du groupement. La trésorerie de cette régie est conservée en numéraire ou en dépôt sur un compte au Trésor public.

TITRE 4. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Article 24. Confidentialité

Chacun des membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à l'exécution de l'objet du groupement, sous réserve des accords conclus avec des tiers.

Article 25. Résultats, propriété, exploitation

Chaque membre conserve la propriété des résultats de ses travaux propres brevetés ou non, effectués dans le domaine de l'objet du groupement, soit antérieurement à la constitution du groupement, soit hors du cadre du programme de travail du groupement. La propriété de ces résultats subsiste même si ceux-ci ont été modifiés à l'occasion des travaux du groupement.

Au cas où la réalisation du programme de travail nécessiterait l'utilisation de ces résultats, le détenteur de ceux-ci s'engage à accorder aux membres une concession des droits d'exploitation et de reproduction à titre gracieux, ou à des conditions favorables relativement à celles qui seraient faites à des tiers.

Sauf disposition contraire expressément et préalablement convenue à l'unanimité des membres du groupement, les résultats des travaux confiés par le groupement à l'un de ses membres sont la propriété du membre qui les a obtenus.

Ces résultats sont mis gracieusement, et pour la durée du groupement, à la disposition des autres membres, à des fins de recherche et développement.

Le groupement doit conclure, avec tout tiers concourant à son programme de travail, un contrat protégeant la confidentialité de ses travaux, la propriété de ceux-ci, les conditions de divulgation éventuelles à des tiers et éventuellement l'exploitation des résultats.

Article 26. Dissolution

Le groupement est dissous :

1° Par décision de son assemblée générale ;

2° Par décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive du GIP, notamment en cas d'extinction de l'objet.

Article 27. Liquidation

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'assemblée générale nomme un liquidateur, fixe les conditions de sa rémunération, les attributions et l'étendue des pouvoirs de ce dernier.

A défaut de cette nomination par l'assemblée générale, celle-ci est prise par l'Etat.

Article 28. Dévolution des biens

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, après paiement des dettes, l'excédent d'actif est attribué à un ou plusieurs bénéficiaires conformément aux décisions prises par l'assemblée générale du groupement.

Article 29. Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative compétente qui en assure la publicité conformément à l'article 100 de la loi 2011-525 du 17 mai 2011 et à l'article 4 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012.

Annexe 1 à la convention constitutive du GIP RECIA – Liste des membres-

| Membre | | | | | Siège social | | | | | | |
|---------|-----------------------------|--|------------------------------------|-------------|---|--------------|---------------|-------------|-------------|---------|---------------------|
| Collège | Type | Dénomination | Forme juridique | SIREN | Adresse | Complément 1 | Boite postale | Code postal | Ville | Cedex | Département |
| 1 | Etat | Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret | Service d'Etat | | 181, rue de Bourgogne | | | 45042 | ORLEANS | cedex 1 | 45 - Loiret |
| | | Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours | Service déconcentré d'un ministère | | 21, rue Saint Etienne | | | 45043 | ORLEANS | cedex 1 | 45 - Loiret |
| 1 | Région | Conseil régional du Centre-Val de Loire | Collectivité territoriale | 234 500 023 | 9, rue Saint Pierre Lentin+ | CS 94117 | | 45041 | ORLEANS | | 45 - Loiret |
| 2 | Département | Conseil général du Cher | Collectivité territoriale | 221 800 014 | Place Marcel Plaisant | | | 18000 | BOURGES | | 18 - Cher |
| 2 | Département | Conseil général de l'Eure et Loir | Collectivité territoriale | 222 800 013 | Place Châtelet | CS 70403F | | 28008 | CHARTRES | | 28 - Eure et Loir |
| 2 | Département | Conseil général d'Indre et Loire | Collectivité territoriale | 222 800 013 | Place de la préfecture | | | 37927 | TOURS | cedex 9 | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Métropole | Tours Métropole Val de Loire | Collectivité territoriale | 243 700 754 | 60, avenue Marcel-Dassault | CS 30 651 | | 37206 | TOURS | Cedex 3 | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Communauté d'Agglomérations | Châteauroix Métropole | Collectivité territoriale | 243 600 327 | Place de la République – Hôtel de ville | CS 80509 | | 36012 | CHATEAUROUX | Cedex | 36 – Indre |
| 2 | Communauté d'Agglomérations | Bourges Plus | Collectivité territoriale | 241 800 507 | 23/31 Boulevard Foch | CS 20321 | | 18023 | BOURGES | Cedex | 18 - Cher |
| 2 | Collectivité | CFA Orléans Métropole / Orléans Métropole | Collectivité Territoriale | 244 500 468 | 9 rue du 11 novembre | | | 45000 | ORLEANS | | 45 - Loiret |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Beauce Val de Loire | Collectivité territoriale | 200 055 481 | 9, route nationale | | | 41500 | MER | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes Berry Loire Puisaye | Collectivité territoriale | 200 068 278 | 42, rue des Prés Gris | | | 45250 | BRIARE | | 45 – Loiret |

| | | | | | | | | | | | |
|---|------------------------|---|---------------------------|-------------|---------------------------------|-----------------------------|--------|-------|----------------------|--|---------------------|
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes Bléré Val de Cher | Collectivité territoriale | 243 700 820 | 39, rue Léon Gambetta | | | 37150 | BLERE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes du Bonnevalais | Collectivité territoriale | 242 852 465 | 19, rue Saint Roch | | | 28800 | BONNEVAL | | 28 - Eure et Loir |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Canaux et Forêts en Gatinais | Collectivité territoriale | 200 067 676 | 155, rue des érables | | BP 7 | 45260 | LORRIS | | 45 – Loiret |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes Cœur de Beauce | Collectivité territoriale | 200 070 159 | 1, rue du Docteur Casimir Lebel | ZA de l'Ermitage | | 28310 | JANVILLE | | 28 - Eure et Loir |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Cœur de Sologne | Collectivité territoriale | 200 000 800 | 14, avenue de l'Europe | | | 41160 | LAMOTTE BEUVRON | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes Ecueillé Valençay | Collectivité territoriale | 200 040 558 | 4, rue Talleyrand | | | 36600 | VALENCAY | | 36 - Indre |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes de la Forêt | Collectivité territoriale | 244 500 484 | 15, rue du Mail | | | 45170 | NEUVILLE -AUX-BOIS | | 45 - Loiret |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes de La Châtre Sainte Sévère | Collectivité territoriale | 243 600 350 | Place du Général de Gaulle | | | 36400 | LA CHATRE | | 36 - Indre |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Grand Chambord | Collectivité territoriale | 244 100 798 | 22, avenue de la sablière | | | 41250 | BRACIEUX | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes des Loges | Collectivité territoriale | 244 500 427 | 5, rue du 8 mai 1945 | | | 45150 | JARGEAU | | 45 - Loiret |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes Pays d'Issoudun | Collectivité territoriale | 243 600 236 | Hôtel de Ville d'Issoudun | Place des Droits de l'Homme | BP 150 | 36105 | ISSOUDUN | | 36 - Issoudun |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes du Pithiverais | Collectivité territoriale | 200 066 280 | 5 route de Toury | ZA Le Moulin de Pierre | | 45300 | PITHIVIERS LE VIEIL | | 45 – Loiret |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes du Pithiverais Gatinais | Collectivité territoriale | 200 071 850 | 3, bis rue des déportés | | | 45340 | BEAUNE LA ROLANDE | | 45 – Loiret |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes des Portes de Sologne | Collectivité territoriale | 200 005 932 | Place Charles De Gaulle | | | 45240 | LA FERTE SAINT AUBIN | | 45 - Loiret |

| | | | | | | | | | | | |
|---|------------------------|--|---------------------------|-------------|---|----------|-------|-------|-----------------------|-------|---------------------|
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes des Quatre Vallées | Collectivité territoriale | 244 500 419 | 4, place Saint-Macé | | | 45210 | FERRIERES EN GATINAIS | | 45 - Loiret |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Romorantinais Monestois | Collectivité territoriale | 200 018 406 | La Collégiale, Impasse des Vieux Fossés | | BP 31 | 41201 | ROMORANTIN LANTHENAY | Cedex | 41 - Loir-et-Cher |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes Sauldre et Sologne | Collectivité territoriale | 200 000 933 | 7, rue du 4 septembre | | | 18410 | ARGENT SUR SAULDRE | | 18 - Cher |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes Sologne des Etangs | Collectivité territoriale | 244 100 780 | Domaine de Villemorant | | | 41210 | NEUNG SUR BEUVRON | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes Terres du Haut Berry | Collectivité territoriale | 200 066 330 | 31B, route de Rians | | | 18220 | LES AIX D'ANGILLON | | 18 - Cher |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes des Terres du Val de Loire | Collectivité territoriale | 200 070 183 | 32 rue du Général De Gaulle | | | 45130 | MEUNG SUR LOIRE | | 45 - Loiret |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Touraine Est Vallées | Collectivité territoriale | 200 073 161 | 48, rue de la Frelonnerie | CS 70078 | | 37270 | MONTLOUIS SUR LOIRE | | 37 - Indre-et-Loire |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire | Collectivité territoriale | 200 072 981 | 2, rue des Sablons | | | 37340 | CLERE LES PINS | | 37 - Indre-et-Loire |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Touraine – Val de Vienne | Collectivité territoriale | 200 072 668 | 14, route de Chinon | | | 37220 | PANZOULT | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre | Collectivité territoriale | 200 072 650 | 6, place Antoine de Saint Exupéry | | | 37250 | SORIGNY | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes du Val d'Amboise | Collectivité territoriale | 200 043 065 | 9bis, rue d'Amboise | | | 37530 | NAZELLES NEGRON | | 37 - Indre-et-Loire |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Val de Cher – Controis | Collectivité territoriale | 200 040 863 | 15 A, Rue des Entrepreneurs | | | 41700 | CONTRES | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Communauté de communes | Communauté de Communes du Val de Sully | Collectivité territoriale | 200 070 100 | 28, route des Bordes | | | 45460 | BONNEE | | 45 - Loiret |

| | | | | | | | | | | | |
|---|------------------------|--|---------------------------|-------------|-----------------------------------|--|----------|-------|---------------------|--|---------------------|
| 2 | Communauté de communes | Communauté de communes Vierzon Sologne Berry | Collectivité territoriale | 200 033 207 | 2, rue Blanche Baron | | BP 10232 | 18100 | VIERZON | | 18 - Cher |
| 2 | Commune | Amboise | Collectivité territoriale | 213 700 032 | 60, rue de la Concorde | | | 37400 | AMBOISE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Ardon | Collectivité territoriale | 214 500 068 | 121 route de Marcilly en Villette | | | 45160 | ARDON | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Artannes | Collectivité territoriale | 213 700 065 | 3, avenue de la Vallée du Lys | | | 37260 | ARTANNES SUR INDRE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Autry-le-Chatel | Collectivité territoriale | 214 500 167 | 8, rue de la Mairie | | | 45500 | AUTRY LE CHATEL | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Azay le Rideau | Collectivité territoriale | 213 700 149 | 2, place de l'Europe | | | 37190 | AZAY LE RIDEAU | | 37 - Indre-et-Loire |
| 2 | Commune | Azay sur Cher | Collectivité territoriale | 213 700 156 | 17, grande Rue | | | 37270 | AZAY SUR CHER | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Ballan Miré | Collectivité territoriale | 213 700 180 | 12, place du 11 Novembre | | | 37510 | BALLAN MIRE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Baule | Collectivité territoriale | 214 500 241 | 6, rue Jean Bordier | | | 45130 | BAULE | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Beauce la Romaine | Collectivité territoriale | 200 055 390 | 7, rue Marin-Galliot | | | 41240 | OUZOUER LE MARCHE | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Beaugency | Collectivité territoriale | 214 500 282 | 20, rue du Change | | | 45190 | BEAUGENCY | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Beaulieu sur Loire | Collectivité territoriale | 214 500 290 | 10, place de l'Eglise | | | 45630 | BEAULIEU SUR LOIRE | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Binas | Collectivité territoriale | 214 100 174 | 1, place Saint Maurice | | | 41240 | BINAS | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Bonny sur Loire | Collectivité territoriale | 214 500 407 | 15, avenue du Général Leclerc | | | 45420 | BONNY SUR LOIRE | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Bouglainval | Collectivité territoriale | 212 800 528 | 17, rue de Châteauneuf | | | 28130 | BOUGLAINVAL | | 28 - Eure et Loir |
| 2 | Commune | Brezolles | Collectivité territoriale | 212 800 593 | 1, rue Notre Dame | | | 28270 | BREZOLLES | | 28 - Eure et Loir |
| 2 | Commune | Briantes | Collectivité territoriale | 213 600 257 | 4, place Jean Moulin | | | 36400 | BRIANTES | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Chailly-en-Gâtinais | Collectivité territoriale | 214 500 662 | 1, rue du Port | | | 45260 | CHAILLY-EN-GATINAIS | | 45 – Loiret |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---------|---------------------|---------------------------|-------------|--------------------------------|---------------------|--------|--------|---------------------|-------|---------------------|
| 2 | Commune | Chaingy | Collectivité territoriale | 214 500 670 | 1, place du Bourg | | | 45380 | CHAINGY | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Chambray lès Tours | Collectivité territoriale | 213 700 503 | 7, rue de la Mairie | | | 37 170 | CHAMBRAY LES TOURS | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Chargé | Collectivité territoriale | 213 700 602 | 2bis, rue du Général de Gaulle | | | 37 530 | CHARGE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Chassignolles | Collectivité territoriale | 213 600 430 | Le Bourg | 4, rue des Echoppes | | 36 400 | CHASSIGNOLLES | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Chezal Benoit | Collectivité territoriale | 211 800 651 | Grande Rue | | | 18160 | CHEZAL BENOIT | | 18 - Cher |
| 2 | Commune | Chinon | Collectivité territoriale | 213 700 727 | Place du Général de Gaulle | CS 10147 | | 37501 | CHINON | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Conan | Collectivité territoriale | 214 100 570 | 3, rue des Hayes | | | 41 290 | CONAN | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Cormery | Collectivité territoriale | 213 700 834 | 18, place du mail | | | 37320 | CORMERY | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Couddes | Collectivité territoriale | 214 100 620 | 30, route de Blois | | | 41700 | COUDDES | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Cravant | Collectivité territoriale | 214 501 165 | 48, rue nationale | | | 45190 | CRAVANT | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Dry | Collectivité territoriale | 214 501 306 | 25, place de la Mairie | | | 45370 | DRY | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Esvres sur Indre | Collectivité territoriale | 214 100 570 | Rue Nationale | | | 37 320 | ESVRES SUR INDRE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Feusines | Collectivité territoriale | 213 600 737 | 2, place Autissier | | | 36160 | FEUSINES | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Fleury les Aubrais | Collectivité territoriale | 214 501 470 | 7, place de la République | | | 45400 | FLEURY LES AUBRAIS | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Fondettes | Collectivité territoriale | 213 701 097 | 35, rue Eugène Guin | | | 37 230 | FONDETTES | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Géhée | Collectivité territoriale | 213 600 828 | 4, route de Valençay | | | 36 240 | GEHEE | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Huisseau sur Mauves | Collectivité territoriale | 214 501 678 | 118, rue Bois de Deure | | | 45130 | HUISSEAU SUR MAUVES | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Issoudun | Collectivité territoriale | 213 600 885 | Place des Droits de l'Homme | | BP 150 | 36105 | ISSOUDUN | CEDEX | 36 - Indre |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---------|----------------------|---------------------------|-------------|------------------------------------|--------------------|----------|-------|----------------------|--|---------------------|
| 2 | Commune | Jouy le Potier | Collectivité territoriale | 214 501 751 | 29, place de la mairie | | | 45370 | JOUY LE POTIER | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | La Berthenoux | Collectivité territoriale | 213 600 174 | 15, rue de la Mairie | | | 36400 | LA BERTHENOUX | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | La Bussiere | Collectivité territoriale | 214 500 605 | 1, rue de Briare | | | 45230 | LA BUSSIERE | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | La Châtre | Collectivité territoriale | 213 600 463 | Place de l'Hôtel de Ville | | | 36400 | LA CHATRE | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | La Ferté Saint Aubin | Collectivité territoriale | 214 501 462 | Place Charles De Gaulle | | BP 10049 | 45240 | LA FERTE SAINT AUBIN | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | La Ville-Aux-Dames | Collectivité territoriale | 213 702 731 | Avenue Jeanne d'Arc | | | 37700 | LA VILLE-AUX-DAMES | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Lailly en val | Collectivité territoriale | 214 501 793 | 2, rue des écoles | | | 45740 | LAILLY EN VAL | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Larçay | Collectivité territoriale | 213 701 246 | 3 rue du 8 mai 1945 | | | 37270 | LARÇAY | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Lassay sur Croisne | Collectivité territoriale | 214 101 123 | 2 route de Romorantin | | | 41230 | LASSAY SUR CROISNE | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Le Magny | Collectivité territoriale | 213 601 099 | 21, rue Principale | Domaine du Prieuré | | 36400 | LE MAGNY | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Le Malesherbois | Collectivité territoriale | 200 057 255 | 5 ter, avenue du Général de Gaulle | | | 45330 | LE MALESHERBOIS | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Le Poinçonnet | Collectivité territoriale | 2136011594 | Place du 1er mai | | | 36330 | LE POINÇONNET | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Ligny le Ribault | Collectivité territoriale | 214 501 827 | Place du 11 novembre | | | 45240 | LIGNY LE RIBAUT | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Lugny Champagne | Collectivité territoriale | 211 801 329 | 10 route de Herry | | | 18140 | LUGNY CHAMPAGNE | | 18 - Cher |
| 2 | Commune | Luynes | Collectivité territoriale | 213 701 394 | Place des Victoires | | | 37230 | LUYNES | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Marcilly en Villette | Collectivité territoriale | 214 501 934 | 62, Place de l'église | | | 45240 | MARCILLY EN VILLETTE | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Marcilly sur Vienne | Collectivité territoriale | 213 701 477 | 16, Rue Principale | | | 37800 | MARCILLY SUR VIENNE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Mazières de Touraine | Collectivité territoriale | 213701501 | 1 rue du Général Chanzy | | | 37130 | MAZIERES DE TOURAINE | | 37 - Indre et Loire |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---------|------------------------|---------------------------|-------------|------------------------------|--|--|--------|------------------------|--|---------------------|
| 2 | Commune | Mehun-sur-Yèvre | Collectivité territoriale | 211 801 410 | Place Jean Manceau | | | 18500 | MEHUN-SUR-YEVRE | | 18 - Cher |
| 2 | Commune | Ménéstreau en Villette | Collectivité territoriale | 214 502 007 | 35, Place du 11 novembre | | | 45240 | MENESTREAU EN VILLETTE | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Mer | Collectivité territoriale | 214 101 362 | 9 route Nationale | | | 41500 | MER | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Messas | Collectivité territoriale | 214 502 023 | 3, rue Margottière | | | 45190 | MESSAS | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Meung sur Loire | Collectivité territoriale | 214 502 031 | 32, rue du Général de Gaulle | | | 45130 | MEUNG SUR LOIRE | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Mézières Lez Cléry | Collectivité territoriale | 214 502 049 | 36, rue du Bourg | | | 45370 | MEZIERES LEZ CLERY | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Mont-Près-Chambord | Collectivité territoriale | 214 101 503 | Place du 8 mai 1945 | | | 41 250 | MONT-PRES-CHAMBORD | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Montargis | Collectivité territoriale | 214 502 080 | 6, rue Gambetta | | | 45207 | MONTARGIS | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Montbazou | Collectivité territoriale | 213 701 543 | Place André Delaunay | | | 37250 | MONTBAZON | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Montgivray | Collectivité territoriale | 213 601 271 | 2, rue du Pont | | | 36400 | MONTGIVRAY | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Montlouis- sur- Loire | Collectivité territoriale | 213 701 568 | Place François Mitterrand | | | 37270 | MONTLOUIS SUR LOIRE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Monts | Collectivité territoriale | 213 701 592 | Rue Maurice Ravel | | | 37260 | MONTS | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Nazelles Négron | Collectivité territoriale | 213 701 634 | Rue Louis Viset | | | 37530 | NAZELLES NEGRON | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Nohant Vic | Collectivité territoriale | 213 601 438 | 1, allée de la Forge | | | 36400 | NOHANT VIC | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Neuville- aux-Bois | Collectivité territoriale | 214 502 247 | 8, rue Félix Desnoyers | | | 45170 | NEUVILLE -AUX-BOIS | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Notre Dame d'Oé | Collectivité territoriale | 213 701 725 | Place du 8 mai 1945 | | | 37390 | NOTRE DAME D'OE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Oucques la Nouvelle | Collectivité territoriale | 214 101 719 | 5, rue de la Salle | | | 41290 | OUCQUES | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Ouzouer sur Trézée | Collectivité territoriale | 214 502 452 | 1, rue Grande | | | 45250 | OOUZOUER SUR TREZEE | | 45 - Loiret |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---------|-------------------------|---------------------------|-------------|-------------------------------|--|--|-------|-------------------------|--|---------------------|
| 2 | Commune | Patay | Collectivité territoriale | 214 502 486 | 1, rue Trianon | | | 45310 | PATAY | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Pérassay | Collectivité territoriale | 213 601 560 | 5, rue Principale | | | 36160 | PERASSAY | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Pithiviers | Collectivité territoriale | 214502528 | 5 place Denis Poisson | | | 45300 | PITHIVIERS | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Pithiviers le Vieil | Collectivité territoriale | 214502536 | Route de Toury | | | 45300 | PITHIVIERS LE VIEIL | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Pocé sur Cisse | Collectivité territoriale | 213701857 | Place de la Mairie | | | 37530 | POCE SUR CISSE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Ports sur Vienne | Collectivité territoriale | 213 701 873 | Place de la mairie | | | 37800 | PORTS SUR VIENNE | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Poulligny Saint Martin | Collectivité territoriale | 213 601 644 | Le Bourg | | | 36160 | POULIGNY SAINT MARTIN | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Préaux | Collectivité territoriale | 213 601 669 | 6 route de Châtillon | | | 36240 | PREAUX | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Reuilly | Collectivité territoriale | 213 601 719 | 6, place des Ecoles | | | 36260 | REUILLY | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Rhodon | Collectivité territoriale | 214 101 883 | 14, rue du Prieuré | | | 41290 | RHODON | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Romorantin Lanthenay | Collectivité territoriale | 214 101 941 | 18, faubourg Saint Roch | | | 41200 | ROMORANTIN LANTHENAY | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Rozières en Beauce | Collectivité territoriale | 214 502 643 | 10, rue de la Forêt | | | 45130 | ROZIERES EN BEAUCE | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Saint Août | Collectivité territoriale | 213 601 800 | 21, route d'Issoudun | | | 36120 | SAINT AOUT | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Saint Chartier | Collectivité territoriale | 213 601 842 | 7, rue des Maîtres Sonneurs | | | 36400 | SAINT CHARTIER | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Saint Doulchard | Collectivité territoriale | 211 802 053 | Avenue du général de Gaulle | | | 18230 | SAINT DOULCHARD | | 18 – Cher |
| 2 | Commune | Saint Firmin sur Loire | Collectivité territoriale | 214 502 767 | 32, Grande Rue | | | 45360 | SAINT-FIRMIN-SUR-LOIRE | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Saint-Laurent-Nouan | Collectivité territoriale | 214 102 204 | 1, place de la Mairie | | | 41220 | SAINT-LAURENT-NOUAN | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Saint Martin des Champs | Collectivité territoriale | 211 802 244 | Route de la Charité sur Loire | | | 18140 | SAINT MARTIN DES CHAMPS | | 18 - Cher |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---------|-----------------------|---------------------------|----------------|--------------------------------|--|-------|-------|-----------------------|--|---------------------|
| 2 | Commune | Saint Ouen les Vignes | Collectivité territoriale | 213 702 301 | 4, place de l'Eglise | | | 37530 | SAINT OUEN LES VIGNES | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Saint Piat | Collectivité territoriale | 212 803 571 | Place Marcel Binet | | | 28130 | SAINT PIAT | | 28 - Eure et Loir |
| 2 | Commune | Saint Rémy sur Avre | Collectivité territoriale | 212 803 597 | 8, rue du Général de Gaulle | | BP 18 | 28380 | SAINT REMY SUR AVRE | | 28 - Eure et Loir |
| 2 | Commune | Salbris | Collectivité territoriale | 214 102 329 | 33, Boulevard de la République | | | 41300 | SALBRIS | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Sancergues | Collectivité territoriale | 211 802 400 | 8, rue Hubert Gouvernel | | BP 27 | 18140 | SANCERGUES | | 18 - Cher |
| 2 | Commune | Saunay | Collectivité territoriale | 213 702 400 | 3, rue des Tilleuls | | | 37110 | SAUNAY | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Sazeray | Collectivité territoriale | 213 602 147 | 19, avenue de la Marche | | | 36160 | SAZERAY | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Ségry | Collectivité territoriale | 213 602 154 | 1, rue de la Mairie | | | 36100 | SEGRY | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Selles-sur-Nahon | Collectivité territoriale | 213 602 162 | 10, route de Frédille | | | 36180 | SELLES-SUR-NAHON | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Sennely | Collectivité territoriale | 498 226 315 | 2 rue de la Rigolerie | | | 45240 | SENNELY | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Sorigny | Collectivité territoriale | 213 702 509 | 28 rue nationale | | | 37250 | SORIGNY | | 37 - Indre et Loire |
| 2 | Commune | Souesmes | Collectivité territoriale | 214 102 493 | 8, rue du Bois | | | 41300 | SOUESMES | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Tavers | Collectivité territoriale | 214 503 179 | 2, avenue Jules Lemaître | | | 45190 | TAVERS | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Urciers | Collectivité territoriale | 213 602 279 | Le Bourg | | | 36160 | URCIERS | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Valençay | Collectivité territoriale | 21360228700012 | 4, rue de Talleyrand | | | 36600 | VALENÇAY | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Vallières les Grandes | Collectivité territoriale | 214 102 675 | 2, Place de l'église | | | 41400 | VALLIERES-LES-GRANDES | | 41 - Loir et Cher |
| 2 | Commune | Vannes sur Cosson | Collectivité territoriale | 214 503 310 | 20, route de Tigy | | | 45510 | VANNES SUR COSSON | | 45 – Loiret |
| 2 | Commune | Varennes | Collectivité territoriale | 213 702 657 | 1, place de la Mairie | | | 37600 | VARENNES | | 37 - Indre-et-Loire |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---------|-------------|---------------------------|-------------|---------------------------|--|--------|-------|---------------|--|---------------------|
| 2 | Commune | Veretz | Collectivité territoriale | 213 702 673 | Rue Moreau-Vincent | | | 37270 | VERETZ | | 37 - Indre-et-Loire |
| 2 | Commune | Vicq-Exempt | Collectivité territoriale | 213 602 360 | 20, route de la Châtre | | | 36400 | VICQ EXEMPLET | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Vierzon | Collectivité territoriale | 211 802 798 | Place de l'Hôtel de Ville | | BP 337 | 18103 | VIERZON | | 18 - Cher |
| 2 | Commune | Vigoulant | Collectivité territoriale | 213 602 386 | Le Bourg | | | 36160 | VIGOULANT | | 36 - Indre |
| 2 | Commune | Villorceau | Collectivité territoriale | 214 503 443 | 33, Grande rue | | | 45190 | VILLORCEAU | | 45 - Loiret |
| 2 | Commune | Vouvray | Collectivité territoriale | 213 702 814 | 1, rue Léon Gambetta | | | 37210 | VOUVRAY | | 45 - Loiret |

| | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|--|--|-------------|-------------------------|-----------------------------|----------|-------|-----------------|---------|---------------------|
| 3 | Etablissement public | Université d'Orléans | Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel | 194 508 552 | Château de La Source | Avenue du parc floral | BP 6749 | 45067 | ORLEANS | cedex 2 | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | Université François Rabelais | Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel | 193 708 005 | 60, rue du Plat d'Etain | | BP 12050 | 37020 | TOURS | cedex 1 | 37 - Indre et Loire |
| 3 | Etablissement public | Agence régionale du Centre pour le livre, l'image et la culture numérique - CICLIC | Etablissement Public de Coopération Culturelle | 184 503 118 | 24, rue Renan | | | 37110 | CHÂTEAU RENAULT | | 37 - Indre et Loire |
| 3 | Etablissement public | Centre de Gestion de l'Indre | Etablissement Public Administratif | 283 600 138 | 21, rue Bourdillon | | | 36000 | CHATEAUROUX | | 36 - Indre |
| 3 | Etablissement public | Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires d'Orléans-Tours | Etablissement public national à caractère administratif | 184 500 213 | 17, avenue Dauphine | | | 45072 | ORLÉANS | cedex 2 | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | Etablissement Public de Coopération Culturelle d'Issoudun | Établissement public à caractère | 283 600 146 | Hôtel de Ville | Place des Droits de l'Homme | BP 150 | 36105 | ISSOUDUN | CEDEX | 36 - Indre |

| | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|---|--|-------------|---|----------|--|-------|--------------------------|-------|---------------------|
| | | | industriel ou commercial | | | | | | | | |
| 3 | Etablissement public | GIP ALFA CENTRE | Groupement d'intérêt public | 184 503 092 | 10, rue Saint Etienne | | | 45000 | ORLÉANS | | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | GIP Centre Val de Loire e-santé | Groupement d'intérêt public | 130 006 778 | 6 rue du professeur Philippe Maupas | | | 41260 | LA CHAUSSÉE SAINT VICTOR | | 41 - Loir et Cher |
| 3 | Etablissement public | Institut National des Sciences Appliquées | Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel | 130 018 336 | Technopôle Lahitolle, 88, boulevard Lahitolle | CS 60013 | | 18022 | BOURGES | cedex | 18 - Cher |
| 3 | Etablissement public | Office de Tourisme du Grand Pithiverais | Établissement public à caractère industriel ou commercial | 850 516 548 | 48b, Faubourg d'Orléans | | | 45300 | PITHIVIERS | | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | Office de Tourisme Montlouis-Vouvray | Établissement public à caractère industriel ou commercial | 834 893 935 | 48, rue de la Frelonnerie | | | 37270 | MONTLOUIS SUR LOIRE | | 37 - Indre et Loire |
| 3 | Etablissement public | Office de Tourisme Sauldre et Sologne | Établissement public à caractère industriel ou commercial | 200 088 680 | 1, rue de l'Eglise | | | 18700 | AUBIGNY SUR NERE | | 18 - Cher |
| 3 | Etablissement public | Pays de Valençay en Berry | Syndicat mixte | 253 602 635 | 4, rue Talleyrand | | | 36600 | VALENCAY | | 36 - Indre |
| 3 | Etablissement public | PETR du Pays Beauce-Gâtinais en Pithiverais | Syndicat | 200 079 903 | 48bis, Faubourg d'Orléans | | | 45300 | PITHIVIERS | | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | SCoT de l'Amboisie, du Blémois et du Castelrenaudais | Syndicat mixte | 255 902 850 | 9bis, rue d'Amboise | | | 37530 | NAZELLES NEGRON | | 37 - Indre et Loire |
| 3 | Etablissement public | Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir | Établissement public à caractère administratif | 282 800 366 | 7, rue Vincent Chevard | | | 28000 | CHARTRES | | 28 - Eure et Loir |

| | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|---|--|-------------|---|---------------------------------------|----------|-------|--------------------------|-------|---------------------|
| 3 | Etablissement public | Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher | Établissement public à caractère administratif | 281 800 136 | 224, rue Louis Mallet | | | 18023 | BOURGES | cedex | 18 – Cher |
| 3 | Etablissement public | Syndicat mixte central de traitement des déchets des régions de Gien et Châteauneuf sur Loire (SYCTOM) | Syndicat mixte | 254 502 578 | 48, quai de Châtillon | | BP 20005 | 45501 | GIEN | CEDEX | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | Syndicat mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères des cantons de Gien, Châtillon-Coligny, Briare, Châtillon sur Loire | Syndicat intercommunal à vocation unique | 254 501 620 | 48, quai de Châtillon | | BP 20005 | 45501 | GIEN | cédex | 45- Loiret |
| 3 | Etablissement public | Syndicat mixte du Pays du Chinonais | Syndicat mixte ouvert | 253 752 968 | 12, rue Saint Lazare | | | 37220 | L'ILE BOUCHARD | | 37 - Indre et Loire |
| 3 | Etablissement public | Syndicat départemental d'énergies de l'Indre | Syndicat intercommunal à vocation unique | 200 031 987 | 2, Place des Cigarières | Centre Colbert - Bâtiment G - CS60218 | | 36004 | CHÂTEAUROUX | | 36 - Indre |
| 3 | Etablissement public | Syndicat départemental d'énergies d'Eure et Loir | Syndicat intercommunal à vocation unique | 252 803 283 | 65, rue du Maréchal Leclerc | | | 28110 | LUCÉ | | 28 - Eure et Loir |
| 3 | Etablissement public | Syndicat départemental d'énergies du Cher | Syndicat intercommunal à vocation unique | 241 800 549 | Technopôle Lahitolle – 7, rue Maurice Roy | CS 60021 | | 18021 | BOURGES | cedex | 18 – Cher |
| 3 | Etablissement public | Syndicat des Eaux du Boischaud Nord (ex valençay) | Syndicat intercommunal à vocation unique | 253600761 | Mairie de Valençay 4, rue de Talleyrand | | BP14 | 36600 | VALENÇAY | | 36 - Indre |
| 3 | Etablissement public | Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères de la Région de Châteauneuf sur Loire (SICTOM) | Syndicat intercommunal à vocation unique | 254500226 | Rue de la Maladrerie | ZI Saint Barthélémy | BP 97 | 45110 | CHATEAUNEUF SUR LOIRE | | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | Syndicat Intercommunal des Écoles Primaires du Val de Vienne | Syndicat intercommunal à vocation unique | 253 753 016 | 77, Avenue du Général de Gaulle | | | 37800 | SAINTE MAURE DE TOURAINE | | 37 - Indre et Loire |

| | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|---|---|-------------|-------------------------------------|---------------------|----------|-------|--------------------------|---------|---------------------|
| 3 | Etablissement public | Syndicat Intercommunal d'Energie du 37 (SIEIL 37) | Syndicat mixte fermé | 200 076 545 | 12-14, rue Blaise Pascal | | BP 51314 | 37013 | TOURS | CEDEX 1 | 37 - Indre et Loire |
| 3 | Etablissement public | Syndicat Intercommunal d'Intérêt Scolaire CRAVANT-VILLORCEAU | Syndicat intercommunal à vocation unique | 254 502 651 | Mairie de Cravant 48, rue nationale | | | 45190 | CRAVANT | | 45 – Loiret |
| 3 | Etablissement public | Syndicat Intercommunal de transport scolaire CRAVANT-MESSAS-VILLORCEAU | Syndicat intercommunal à vocation unique | 254 500 093 | 33, Grande Rue | | | 45190 | VILLORCEAU | | 45 – Loiret |
| 3 | Etablissement public | Syndicat Intercommunal eau potable et Assainissement ANGE - POUILLE - MAREUIL | Syndicat intercommunal à vocation unique | 254 100 605 | 7 bis, rue de la Liberté | | | 41110 | POUILLE | | 41 – Loir-et-Cher |
| 3 | Etablissement public | Syndicat Intercommunal de la Région de Sainte Sévère | Syndicat intercommunal à vocation multiple | 243 600 160 | 4, rue Pierre Nauron | | | 36160 | SAINTE SEVERE SUR INDRE | | 36 - Indre |
| 3 | Etablissement public | SIVOM de Sermaises | Syndicat intercommunal à vocation multiple | 244 500 153 | 16, rue de Paris | | | 45300 | SERMAISES | | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | CFA Est Loiret | Établissement public à caractère industriel ou commercial | 254 502 461 | 35, avenue Gaillardin | CS 80 324 MONTARGIS | | 45125 | CHALETTE SUR LOING CEDEX | | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | CFA CMA Loiret | Etablissement public administratif | 184 500 023 | 5 rue Charles Péguy | | | 45009 | ORLEANS CEDEX 1 | | 45 - Loiret |
| 3 | Etablissement public | CFA CMA Indre | Etablissement public administratif | 183 600 022 | 164 avenue John Kennedy | CS 40065 | | 36002 | CHATEAUROUX CEDEX | | 36 - Indre |
| 3 | Association | Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours | Association déclarée | 775 346 323 | 56, Avenue Marcel Dassault | | BP 601 | 37206 | TOURS | cedex 3 | 37 - Indre et Loire |
| 3 | Association | CFA CM CCI du Cher | Association de droit privé | 308 049 725 | 149-151, rue de Turly | | | 18000 | BOURGES | | 18 - Cher |

| | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------------|---|-------------------------|-------------|--|----------|----------|-------|-------------------------|------------|------------------------|
| 3 | Association | CFA Interprofessionnel Eure et Loir | Association déclarée | 307 918 524 | Rue Charles Isidore Douin | CS 30819 | | 28008 | CHARTRES | CEDEX | 28 - Eure et Loir |
| 3 | Association | Le Mouvement Associatif Centre-Val de Loire | Association déclarée | 448 349 977 | 6ter, rue Abbé Pasty | | BP 41223 | 45401 | FLEURY LES AUBRAIS | CEDEX | 45 - Loiret |
| 3 | Association | LIG'AIR | Association déclarée | 413 095 811 | 260 avenue de la Pomme de Pin | | | 45590 | SAINTE CYR EN VAL | | 45 - Loiret |
| 3 | Association | Maison de Loire du Cher | Association déclarée | 401 253 398 | Route de la Loire | | | 18240 | BELLEVILLE SUR LOIRE | | 18 – Cher |
| 3 | Association | Observatoire de l'Economie et des Territoires | Association déclarée | 403 892 094 | Cité administrative 34, avenue Maunoury | | | 41000 | BLOIS | Cedex | 41 – Loir-et- Cher |
| 3 | Organisme consulaire | CFA CMA Indre et Loire / Chambre des Métiers | Organisme consulaire | 183 700 020 | 36-42, route de Saint Avertin | CS 50412 | | 37204 | TOURS | CEDEX 3 | 37 - Indre et Loire |
| 3 | Organisme consulaire | CFA CMA Loir et Cher | Organisme consulaire | 184 100 022 | 12, rue François Billoux | | | 41000 | BLOIS | | 41 - Loir et Cher |

**FORMULAIRE VALANT SIGNATURE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE**

(pour les membres signataires antérieurement à l'arrêté du 26 juin 2015 portant approbation de la convention constitutive)

Je soussigné(e) M. _____,

(Nom et prénom du représentant légal)

Fonction : _____

Vu la délibération du _____ (nom de l'organe délibérant) ou la décision (nom de l'organe décisionnaire) en date du __/__/__, m'autorisant à signer la convention constitutive du GIP Recia,

| | |
|---|--|
| NOM DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ORGANISME | |
| RAISON SOCIALE OU DENOMINATION | |
| FORME JURIDIQUE | |
| SIEGE SOCIAL OU DOMICILE | |
| NUMERO UNIQUE D'IDENTIFICATION | |
| VILLE OU SE TROUVE LE GREFFE OU LA CHAMBRE DES METIERS OU IL EST IMMATRICULE | |

Fait, à _____

Cachet et Signature

Le _____